



### Législatives et régionales

## L'ensemble des militants d'Unir sur le territoire national est prêt

Une grande manifestation spontanée des militants de l'Union pour la République (Unir) a eu lieu hier au siège du parti à Lomé. A travers cette mobilisation, ils veulent faire comprendre qu'ils sont prêts pour le double scrutin législatif et régional du 20 avril 2024.



PAGE 9

### RAMADAN & PAQUES



Grand Lomé

## Geste de solidarité du chef de l'Etat aux chrétiens et musulmans

Madame Sandra Ablamba Johnson, ministre, secrétaire général de la présidence de la République, a procédé le samedi 30 mars 2024 à Bè (Golfe), à une remise d'un don de vivres du chef de l'Etat, aux communautés chrétiennes et musulmanes du Grand Lomé, en cette période de fêtes de Pâques et de carême musulman.

PAGE 3

### ACTUALITÉ



Permis A

## Le ministère de l'Inclusion forme 490 motocyclistes sur les bonnes pratiques de conduite

Au cœur de l'inclusion, la vie de la personne humaine a un prix. Pour induire un changement de comportement dans la circulation et éviter les accidents, le ministère de l'Inclusion financière et de l'Organisation du secteur informel a offert ...

PAGE 5



## Relecture de la nouvelle Constitution

# L'exemple du courage et de leadership éclairé de Faure Gnassingbé

Le 25 mars 2024, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de révision constitutionnelle avec une grande majorité de ses membres. Le texte fait passer le Togo d'un régime semi-présidentiel à un régime ...

PAGE 3

### DERNIERES HEURES

## De nouveaux ouvrages d'adduction d'eau pour les populations de Blitta et Agou

Le renforcement du territoire en infrastructures d'eau potable se poursuit au Togo. Le ministre d'Etat, chargé de l'Eau et de l'Hydraulique villageoise, a procédé en fin de semaine dernière, à des remises d'ouvrages aux populations dans les Plateaux et la Centrale.

A Agou-Gadzepe, l'ouvrage réalisé dans le cadre d'un projet d'extension des systèmes d'alimentation, est un ensemble d'installations. Concrètement, deux pompes submersibles de 40 mètres cubes par heure chacune ont été posées pour amener l'eau du fleuve Zio à Kati, et une station de traitement d'une capacité de 1.700 m<sup>3</sup>/j, mise en place.

En outre, un réservoir intermédiaire de 160 m<sup>3</sup>, un réseau de refoulement de 12,6 km, et 62 bornes fontaines ont été construits. Le tout, pour un coût d'environ 13 milliards FCFA.

A Blitta, des systèmes complets d'approvisionnement en eau potable ont été mis en place au profit des communautés de Blitta Gare et Blitta Village. Il s'agit notamment de forages, de réservoirs, de réseaux de refoulement et de distributions, et également de 62 autres bornes fontaines.

Source : [republiquetogolaise.com](http://republiquetogolaise.com)

JOYEUSE FÊTE DE

# PÂQUES

À TOUS LES CHRÉTIENS

	SOMMAIRE	<p>Permis A <b>Le ministère de l'Inclusion forme 490 motocyclistes sur les bonnes pratiques de conduite</b></p>  <p>P 5</p>	<p>RDC/Gouvernement <b>Une première femme à la primature en RDC</b></p>  <p>P 11</p>	<p>Gaspillage alimentaire <b>Ses conséquences entraînent des coûts substantiels pour la nature</b></p>  <p>P 10</p>
---	----------	--	--	--

## Echos des bénéficiaires des produits FNFI

### Bamok Yendoubouame : un boucher déterminé à Bogou

Dans la région des savanes, à Bogou, réside Bamok Yendoubouame, un boucher passionné âgé de 33 ans. Marié et père de deux enfants, il perpétue une tradition familiale séculaire : la boucherie. Cette vocation, transmise de génération en génération, fait partie intégrante de son identité. Bamok, comme ses prédécesseurs, a appris les ficelles du métier dès son plus jeune âge aux côtés de son père et de ses frères.

Son parcours entrepreneurial a connu un tournant décisif grâce au soutien financier du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI). Bamok Yendoubouame témoigne : "Le FNFI m'a donné les moyens de réaliser mes ambitions entrepreneuriales. Grâce à leurs produits financiers adaptés, j'ai pu investir dans l'achat de matériel de boucherie de qualité et développer mon activité à Bogou."

Le crédit accordé par le FNFI a permis à Bamok de moderniser son équipement et d'offrir des produits de meilleure qualité à sa clientèle.

"Avec les fonds du FNFI, j'ai pu acquérir des outils de découpe plus performants. Cela m'a non seulement permis d'améliorer la qualité de mes produits, mais aussi d'augmenter mes ventes", explique-t-il fièrement.

Son succès n'a pas été sans défis. Bamok reconnaît les obstacles rencontrés en cours de route : "Il y a eu des moments difficiles, mais j'ai toujours gardé le cap grâce à ma détermination et au soutien financier du FNFI." Son histoire illustre la valeur de la persévérance et de la résilience dans le monde de l'entrepreneuriat.

Le boucher de Bogou ne compte pas s'arrêter là. Il a de grands projets pour l'avenir : "Je souhaite étendre mon activité et ouvrir un deuxième stand dans la région. Grâce à l'appui continu du FNFI, je suis confiant dans ma capacité à réaliser ce rêve."

Le témoignage de Bamok Yendoubouame met en lumière l'impact positif des services financiers inclusifs sur les entrepreneurs ruraux comme lui. Son histoire



Bamok Yendoubouame

est un exemple inspirant de réussite grâce à la combinaison de la détermination individuelle et du soutien financier adéquat.

En conclusion, Bamok réaffirme sa gratitude envers le FNFI : "Je suis

reconnaissant envers le FNFI pour avoir cru en mon projet et m'avoir donné les moyens de le concrétiser. Leur soutien a été déterminant dans mon parcours entrepreneurial."

Cet exemple souligne l'importance des

institutions financières inclusives dans le développement économique des communautés rurales, en offrant des opportunités d'entrepreneuriat et de croissance à ceux qui en ont le plus besoin.

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC  
Edité par DIRECT MEDIA RCCM  
N° TG\_LOM 2015 B 1045  
BP : 30117 Lomé - Togo  
Tél : (+228) 97 87 12 42  
Facebook: togomatin  
E-mail : atogomatin@gmail.com  
Site web: www.togomatin.tg  
Tw: @togomatin1  
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :  
Motchosso Kodlakina

Secrétaire de rédaction :  
Rachidou Zakari

Responsable web :  
Carlos Amevor

Comité de rédaction :  
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima  
Edem Dadzie  
Attipoe Edem Kodjo

Edy Alley

Responsable administrative, financière  
et commerciale:  
AMAH Essognim

Graphiste:  
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin  
Tirage : (2000 exemplaires)

## Relecture de la nouvelle Constitution

## Faure Gnassingbé donne l'exemple d'un leadership éclairé et responsable

Le 25 mars 2024, l'Assemblée nationale a adopté une proposition de révision constitutionnelle avec une grande majorité de ses membres. Le texte fait passer le Togo d'un régime semi-présidentiel à un régime parlementaire. Pendant qu'on attendait impatiemment la promulgation de cette nouvelle Constitution, le président de la République Faure Gnassingbé a demandé une relecture du texte.

Loin de remettre en cause le vote des députés, cette décision vise à enrichir le texte, et à garantir son adoption dans un climat de large consensus. Suite aux diverses réactions suscitées par l'adoption de la nouvelle Constitution, le président de la République a décidé de prendre une position au-dessus de la mêlée.

Si certaines critiques ont émergé de la part des acteurs politiques et de la société civile, il est indéniable que la grande majorité des citoyens a exprimé son adhésion à cette proposition de révision qui devrait désormais placer le Togo sur la voie de la modernité et de développement.

Cette initiative du président de la République témoigne hautement de sa volonté souveraine de favoriser l'unité nationale et de répondre aux préoccupations légitimes de tous les citoyens. En appelant à une seconde lecture de la révision constitutionnelle, le chef de l'Etat affirme sa position de garant de l'intérêt général au-delà des intérêts partisans.

Cette démarche est une preuve de la capacité et de la disponibilité du président de la République à écouter les différentes voix de la société et à œuvrer pour un consensus national autour des enjeux constitutionnels majeurs. En mettant en avant l'unité et la

cohésion nationale, il donne l'exemple d'un leadership éclairé et responsable.

La décision de Faure Gnassingbé illustre son engagement envers la démocratie et son souci constant de placer l'intérêt



Faure Gnassingbé

supérieur de la nation au cœur de ses actions. En favorisant le dialogue et le consensus, il contribue à consolider les fondements du système politique en vigueur au Togo, et répond aux attentes légitimes de la population.

Dans les jours à venir, l'Assemblée nationale examinera attentivement cette proposition de révision constitutionnelle lors de sa

seconde lecture. Ce processus démocratique permettra de prendre en compte les diverses observations et suggestions, dans le but d'enrichir et de renforcer le texte adopté initialement. La deuxième lecture constitue un mécanisme constitutionnel d'amélioration des textes déjà votés. C'est une prérogative constitutionnelle prévue par les dispositions de l'article 67 de la Constitution de 1992

qui confère au président de la République la latitude de demander une nouvelle délibération de la loi ou certains de ses articles. Les parlementaires ne peuvent pas refuser cette seconde lecture. Contrairement à ce que certains tentent malencontreusement de faire croire, elle ne remet pas en cause le vote de la loi, qui est désormais un acquis, ni ne discrédite les élus du peuple

qui l'ont proposée et adoptée. Son objectif est d'offrir une nouvelle opportunité aux parlementaires d'examiner le texte, de proposer des amendements et de l'améliorer. Cette deuxième lecture est un gage d'inclusion et de consensus. Le président de la République souhaite que la révision constitutionnelle soit le fruit d'un large dialogue et d'une véritable inclusion. La deuxième lecture permettra de prendre davantage en compte les éventuelles préoccupations profondes des citoyens, des organisations de la société civile et des forces politiques, qui pourraient avoir échappé à la première adoption de ce texte fondamental.

En prenant le temps d'écouter et de prendre en compte les différentes sensibilités, et en demandant un nouvel examen du texte, le chef de l'Etat entend garantir une meilleure appropriation du texte par l'ensemble de la nation. Enfin, cette deuxième lecture compte inscrire la nouvelle Constitution dans la sérénité et la durabilité.

La décision de Faure Gnassingbé est donc à saluer. Il faudrait expliquer aux détracteurs que la loi, notamment la loi fondamentale est une règle de portée générale ; et que toutes les fois où l'on a essayé de personnaliser ce texte, un peu comme un costume taillé sur mesure, cela a conduit à des difficultés inextricables.

L'exemple le plus flagrant est probablement celui de la Constitution de 1992, qui, dès l'origine, a eu du plomb dans l'aile, parce que ses rédacteurs entendaient dépouiller certains acteurs, en

exclure d'autres, etc... Cela n'a pas manqué de conduire aux ajustements successifs qui ont été apportés pour tenter de rétablir la portée générale du texte au fil des révisions.

Maintenant, qu'en est-il des descriptions et des avantages du régime parlementaire ? Dans le régime parlementaire, les deux chambres du Parlement (l'Assemblée nationale et le Sénat) sont au centre de la vie politique. Dans ce type de régime, le chef de l'Etat n'a pas le pouvoir de prendre des décisions seul, mais doit travailler en étroite collaboration avec le Parlement pour prendre des décisions. Selon les spécialistes, le système parlementaire est certes un peu plus compliqué que le régime présidentiel, mais il permet en théorie à une plus grande diversité d'opinions de s'exprimer.

Il est en outre prôné, car il est plus résistant à la dictature (les dictatures qui se disent des démocraties sont toujours des systèmes présidentiels), mais vilipendé car le vote de l'électeur ne sert que de base à la négociation de formation d'un gouvernement par les élites au lieu d'être décisif dans le choix d'un président.

Le régime parlementaire offre également aux citoyens la possibilité d'avoir un plus grand contrôle sur leurs dirigeants et leurs politiques. Il leur permet aussi de participer directement à la prise de décisions politiques et de s'assurer que leurs intérêts sont pris en compte. Enfin, il permet aux citoyens d'avoir une plus grande influence sur le gouvernement et les politiques publiques.

TM

## Grand Lomé

## Geste de solidarité du chef de l'Etat aux chrétiens et musulmans

Madame Sandra Ablamba Johnson, ministre, secrétaire général de la présidence de la République, a procédé ce samedi 30 mars 2024 à Bè (Golfe1), à une remise d'un don de vivres du chef de l'Etat, aux communautés chrétiennes et musulmanes du Grand Lomé, en cette période de fêtes de Pâques et de carême musulman.

La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale, Rose Kayi Mivedor, des représentants des treize communes, de tous les chefs cantons et de tous les chefs quartiers du Grand Lomé.

Ce don composé notamment de sacs de riz, d'huile et de cartons de tomate est destiné à couvrir environ 7000 personnes issues de toutes les communes du Grand Lomé. Cette action humanitaire confirme l'attachement du président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé au vivre-ensemble et au processus de développement

social dans ces communes du pays.

Madame Sandra Ablamba Johnson, ministre, secrétaire général de la présidence de la République a, à cet effet, remercié le chef de l'Etat pour ce geste de solidarité qui permettra à ces compatriotes de passer de bons moments de fêtes de Pâques et d'observer sereinement le jeûne du Ramadan.

« Ce geste hautement symbolique est une réponse du Président de la République aux besoins des communautés à la base, mais aussi un signe de son engagement à renforcer la cohésion et l'harmonie sociales et la résilience notamment



dans les communautés à la base » a-t-elle indiqué.

Madame Sandra Ablamba Johnson, ministre, secrétaire général de la présidence de la République a salué à cet effet, la vision de développement social du chef de l'Etat qui se matérialise par les différents projets et initiatives en faveur des couches vulnérables.

Au nom du président de la République, elle a invité

les représentants des communautés notamment les chefs cantons à s'investir davantage dans la promotion de la cohésion sociale, gage de tout projet de développement communautaire.

Au centre communautaire de Bè et dans les autres communes du Grand Lomé, les populations ont réceptionné ces différents lots de vivres dans la joie et l'allégresse. Les

bénéficiaires ont exprimé leur reconnaissance au Président de la République pour sa politique sociale et réaffirmé leur détermination à participer activement à la politique de consolidation de la paix et du renforcement de l'Etat.

La cérémonie a été suivie d'une visite de terrain sur le chantier de construction de l'hôpital mère-enfant de Bè.

TM



## Permis A

## Le ministère de l'Inclusion forme 490 motocyclistes sur les bonnes pratiques de conduite

**Au cœur de l'inclusion, la vie de la personne humaine a un prix. Pour induire un changement de comportement dans la circulation et éviter les accidents, le ministère de l'Inclusion financière et de l'Organisation du secteur informel a offert une formation aux conducteurs des engins à 2 et 3 roues. Du 25 au 29 mars 2024 à Agou, plus de 400 conducteurs ont bénéficié de cette formation.**

Prévenir les accidents de la circulation en concédant aux conducteurs les bonnes pratiques en conduite, est l'un des objectifs de cette formation. Organisée en collaboration avec les communes d'Amou et Agou 1, et soutenue par les services techniques de la direction des transports routiers, cette formation se déroule dans le cadre de la mission d'encadrement du secteur informel. Cet encadrement vise à mettre en œuvre les dispositions du décret portant réglementation de

l'exploitation des véhicules à moteur de type taxi, taxi-moto et tricycle affectés au transport public.

Cette formation est très bien accueillie par les participants. « Nous remercions les formateurs. Ils nous ont formés sur les bonnes pratiques en conduite de nos motos. Cette formation nous reconforte car nous avons acquis beaucoup de connaissances, y compris sur l'état de nos engins. Aucun aspect n'est laissé de côté. La formation a également pris en compte nos tenues vestimentaires,

nos habitudes alimentaires, et les comportements que nous devons adopter au quotidien envers nos motos », a indiqué Koffi Eku, un des participants. Komla Kokouvena, président du Conseil préfectoral de la jeunesse d'Agou, est revenu sur le caractère très utile et

carrosserie et nous devons nous protéger, ainsi que les autres. Nous avons également appris qu'en cas d'accident, nous ne devons pas donner de l'eau à la personne blessée. Nous sommes très satisfaits des formateurs et nous allons transmettre ces

leur attention sur les comportements à risque en vue de préserver leur vie et nous leur avons aussi parlé de l'entretien de leur moto. Nous avons également abordé les comportements à risque en circulation, ainsi que la manière de conduire dans des conditions difficiles telles que la nuit et les temps pluvieux. La maintenance des engins et d'autres aspects conduisant aux accidents ont également été au cœur de la formation », a ajouté Adade Gafa Tettekpoe. Cette formation qui prend en compte les conducteurs de différentes localités, a permis de former 255 conducteurs à Tsévié et 716 dans l'Amou.



Formation sur le permis A, ce vendredi 26 mars à Agou

pratique de cette formation. « On nous a appris à éviter les accidents de la route, mais aussi à connaître les premiers geste de secourisme en face des accidents. On nous a aussi instruits sur la nécessité d'éviter tout produit psychoactif. En tant que conducteurs de moto, nous sommes notre propre

connaissances pratiques à nos proches ». Pour Adade Gafa Tettekpoe, un des formateurs, la méconnaissance de plusieurs règles du code entraîne des accidents souvent dommageables pour les conducteurs. « Nous les formons sur la généralité du code. Nous éveillons

Elle est également suivie d'examen en vue de l'obtention du permis de conduire de la catégorie A. Les frais de formations et d'examen sont subventionnés par le ministre en charge de l'Inclusion financière et de l'Organisation du secteur informel.

Edy Alley

## PIA

## La société agroalimentaire Dongaco Togo va développer ses activités

**C'est un mastodonte de l'agroalimentaire dans la sous-région qui vient rejoindre la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA). Dongaco Togo, filiale de Dongaco, titulaire d'une licence pour l'exploitation des produits The Coca-Cola Company au Togo s'établit à la PIA. Elle veut y développer ses activités et conquérir d'autres marchés.**

En s'installant sur le site de la PIA, Dongaco Togo va exploiter tous les produits de Coca-Cola. Pour l'exploitation de ces produits, c'est une superficie de 7 hectares qui sera mise à la disposition de Dongaco Togo. « Nous allons exploiter tous les produits de Coca-Cola. Sur la PIA aujourd'hui, nous avons 7 hectares », informe le directeur général de la société Dongaco Togo, Thiam Lamine Amadou. Outre le développement des produits Coca-Cola, Dongaco Togo va développer un second projet qui est en pleine maturation. « Nous avons deux projets ici, et le premier concerne Coca-Cola, que nous allons opérer sur 4 hectares. Sur les 3 hectares restants, il y a un deuxième projet qui est en gestation ».

Cette nouvelle société qui s'installe sur le site de la PIA a un gain socio-économique notable pour le Togo. En termes d'emplois, le développement des activités de Dongaco Togo va générer environ 2000 emplois sur une période de 2 à 3 ans. Au-delà des promesses sur les nouveaux emplois à créer, cette implantation conditionne une partie du développement après le divorce entre le Français Castel et l'Américain Coca-Cola en 2022. Une rupture qui a entraîné un changement de stratégie dans la production et la distribution de produits Coca-Cola au Togo.

L'attrait des investisseurs étrangers pour la PIA ne cesse de grandir. Outre Dongaco, et les autres sociétés qui y sont installées, d'autres arrivées sont attendues. Plusieurs autres sociétés ont manifesté leur intérêt à s'implanter à la PIA, notamment FHC Medica, pour la production de médicaments, et New Huasha Company Limited, un fabricant de vaisselle en mélamine et en plastique.

Trois ans après son inauguration par le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, la PIA portée par le groupe Arise IIP continue de développer des chaînes de valeurs essentielles à l'économie togolaise. Cette industrie qui prend forme est basée sur la transformation agroalimentaire, notamment du soja, mais aussi sur le textile permettant de produire des vêtements Made in Togo. Les installations du port sec, sont aussi autant d'atouts que regorge la plateforme industrielle togolaise.

Edy Alley

## Agro-industrie

## 30 milliards de FCFA pour la construction du complexe avicole intégré d'Avétonou

**Pour promouvoir le secteur avicole au Togo, le président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a lancé, le jeudi 28 mars dernier à Avétonou, le projet de construction du complexe avicole intégré. Financé à 30 milliards de FCFA par le groupe Porteo, ce complexe va contribuer à réduire la dépendance du marché togolais aux importations avicoles.**

C'est un projet à forte valeur ajoutée pour l'économie togolaise. Le complexe avicole intégré va permettre au Togo de rendre plus productive sa politique avicole, tout en favorisant l'autosuffisance alimentaire. En ciblant le sous-secteur de l'élevage, et particulièrement l'industrie avicole, le gouvernement veut moderniser la filière en favorisant l'autonomie du marché local. À terme, ce projet va permettre de mettre à la disposition des populations, des volailles de meilleure qualité et à un prix accessible. Sur le plan social, ce projet aura des impacts significatifs. Il va permettre de créer 1000 emplois décents dans diverses catégories de métiers pour les jeunes et les femmes. De plus, il militera en faveur du rayonnement d'Avétonou et du développement de la filière dans cette zone.

Situé dans la préfecture d'Agou, le complexe va se

déployer sur un total de 660 hectares. Dans les détails, la construction du complexe avicole intégré prend en compte celle d'un complexe de fermes avicoles d'une superficie de 400 hectares et qui sera composé de 105 bâtiments. Ce complexe est constitué d'une unité d'accoupage d'une capacité de 1 200 000 poussins par semaine. Pour permettre à ce centre d'être dépendant en aliment de volaille, une usine de fabrication d'aliments d'une capacité de 450 tonnes par jour est aussi prévue. Dans le sillage de la mise en place d'une provenderie, un autre projet connexe va permettre de valoriser la culture du maïs et du soja. 100 000 hectares de terres agricoles seront mis au profit des deux cultures.

Il est également prévu sur le site, une unité d'abatage de volailles. Elle aura une capacité de 10 000 poulets par heure et de sept fermes d'élevage d'une capacité de 50 000 000 poulets par an au cours de la phase 1. On envisage une augmentation de la capacité de production à 100 000 000 poulets par an, lors de la phase 2. Le reste du site accueillera l'Institut technique de recherche agricole (ITRA), l'Institut de formation en alternance et développement (IFAD-

Avétonou) et l'Écovillage. L'objectif de ces instituts est d'ériger un écosystème intégré de recherche, de formation et de développement agricole. La construction de ce projet, est la somme des initiatives prises par le président de la République, Faure Gnassingbé pour promouvoir le secteur agropastoral au Togo. Elle découle directement de la 1ère édition du Forum national des producteurs agricoles du Togo (FoPAT). Cette infrastructure qui va sortir de terre dans les prochains mois, vient consacrer la volonté de l'exécutif pour booster la filière avicole au Togo. Pour le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement rural, Antoine Lekpa Gbégbéni, cette initiative est au mérite de la vision du chef de l'Etat. a indiqué Antoine Lekpa Gbégbéni.

Le complexe avicole intégré est réalisé grâce à l'appui du groupe Porteo, spécialisé dans le secteur de la construction et des infrastructures routières en Afrique de l'Ouest. En élargissant ses activités, ce projet est porté par sa nouvelle filiale Porteo-Graine qui investit dans les projets agricoles.

Edy Alley

## Arcep

# La régulation pour quels résultats ?

**L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) au Togo contribue au développement durable à travers la supervision du secteur. Son importance se manifeste à plusieurs niveaux, contribuant à la croissance économique, à l'innovation technologique et à l'amélioration des services. Le Togo travaille pour une régulation efficace des communications électroniques. À cette ère numérique en constante évolution partout dans le monde, le pays met en place, à travers l'Arcep, des mesures stratégiques visant à optimiser les rendements.**

Les pouvoirs publics sont conscients des défis liés aux coûts de communication, aux offres Internet, à la cybersécurité, à la protection des données, etc. L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) joue un rôle fortement appréciable. Elle est opérationnelle depuis 2020 et régule les marchés de communications électroniques et des postes dans un contexte de modernité et d'évolution technologique. Son rôle de vigile dans le secteur lui permet de suivre toutes les anomalies et de procéder à des sanctions contre les opérateurs de téléphonie mobile qu'elle juge en faute ou non en conformité avec les objectifs de développement poursuivis par l'État. Son centre de contrôle de la qualité de service (QoS) mis en place en 2021, lui permet de suivre les tendances et de formuler des approches aux opérateurs télécoms, entraînant une baisse des tarifs au Togo pour les services voix, data mobile ou la fibre optique.

## Arcep, qualité managériale certifiée

L'Arcep fait un gros travail pour permettre aux utilisateurs ou abonnés des opérateurs de téléphonie mobile de profiter de bonnes offres et à moindre coût. Le Togo va accueillir en 2024 une rencontre des régulateurs télécoms d'Afrique francophone. Il s'agit du 21<sup>e</sup> séminaire

du Réseau francophone de la régulation des télécommunications (Fratel). L'événement est prévu pour le mois de mai 2024 et sera organisé par l'Arcep. Il lui permettra de renforcer sa notoriété à l'international.

Centrée autour du thème « Économie de la donnée et services numériques : quels enjeux de régulation technico-économiques », l'initiative permettra de mener des réflexions sur les enjeux de régulation technico-économique de l'utilisation des données non personnelles du secteur public et des entreprises. Le Fratel souligne qu'il sera aussi question d'aborder « les

mobiles ».

L'Arcep a obtenu le 21 décembre 2023 la certification ISO 9001-2015 pour la qualité de son management.

fracture numérique et à offrir à un plus grand nombre de citoyens l'accès aux services de télécommunication et d'Internet.

La SGS France est un leader mondial dans les domaines du test, de l'inspection et de la certification. Elle a été accordée au gendarme



Ingénierie télécoms

L'Arcep régule le marché des communications électroniques et des postes afin de garantir un environnement concurrentiel équitable. Il supervise les opérateurs via des règles claires, encourage

**L'Autorité régulatrice s'inscrit dans une perspective d'avenir, en anticipant les évolutions technologiques et les nouvelles tendances du marché.**

Le 20 décembre 2023,

des télécommunications à l'issue d'un processus de 12 mois au cours duquel il s'est distingué par son engagement en faveur d'une régulation de qualité, crédible et déterminante pour le secteur numérique au Togo.

Au ministère de l'Économie numérique et de la Transformation digitale, on indique que le pays ne peut pas réaliser ses ambitions dans le secteur numérique sans un régulateur performant. C'est pourquoi l'Arcep est appelée à maintenir cet élan pour d'autres réussites de ce genre. L'Arcep assure, avec une détermination infaillible, de continuer sur cette voie d'amélioration de la qualité, en accomplissant sa mission d'accompagnement du gouvernement dans sa politique de développement des communications électroniques et des postes.

## Arcep : boost du budget de l'État et free roaming

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des



Télécommunications

potentielles défaillances du marché du stockage de la donnée, les interventions publiques pour y remédier ainsi que sur les mesures réglementaires pour permettre l'émergence et le développement des services numériques, en particulier les paiements

l'investissement et la réduction des coûts pour les consommateurs. Il va sans dire que l'Arcep promeut l'inclusion numérique, le déploiement des infrastructures de communication dans les zones éloignées de sorte à réduire la

L'Arcep obtient un triomphe pour son excellence en gestion. Elle a été honorée avec la certification ISO 9001-2015 pour l'excellence de sa gestion (SMQ). La distinction, décernée par la SGS France, salue l'approche axée sur la qualité du régulateur.

postes a été créée pour bouger les lignes. Institution de droit public dotée d'une autonomie financière et de gestion, elle s'est inscrite dans une démarche qualité. L'objectif de l'Arcep consiste à satisfaire les exigences de ses clients ou les différentes parties prenantes que sont les consommateurs, les usagers, les opérateurs économiques, les prestataires externes, les collaborateurs, etc. Le gendarme des télécoms performe là aussi. Seulement au cours de l'année 2022, la participation de l'Arcep au budget de l'État est allée à 4 milliards de francs CFA. En 2021, elle a contribué à hauteur de 3,94 milliards de francs CFA au budget. Elle tire cet argent des sanctions qu'elle inflige aux opérateurs de téléphonie mobile qui entravent les règles établies par le gouvernement.

Sa principale mission est de mettre en place les conditions pour une concurrence saine, loyale et non discriminatoire sur les marchés des communications électroniques et des



Siège Arcep Togo

tout en conservant son numéro de téléphone. Il offre la possibilité de transférer son numéro d'une compagnie de téléphonie à une autre. Le processus favorise la concurrence entre les opérateurs de téléphonie mobile en offrant aux utilisateurs la liberté de choisir leur fournisseur sans avoir à changer leur numéro de téléphone. Conformément à sa vision de modernisation et de facilitation de la vie des abonnés, l'Arcep a

Le roaming désigne le procédé de télécommunication permettant aux détenteurs d'un forfait mobile d'utiliser leur téléphone à l'étranger pour les appels, les SMS et l'Internet. Des accords sont signés avec le Bénin, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Mali afin que les citoyens togolais en déplacement sur ces territoires ou dans l'autre sens, puissent communiquer à coût faible, tout en conservant leurs cartes Sim.

défis croissants liés à la cybercriminalité.

Le Togo investit dans des technologies de pointe et des centres sécurisés pour une veille constante et une réaction rapide, afin de parer à toutes menaces. C'est cette ambition qui l'a amené à créer l'Agence nationale de la cybersécurité (Ancy). Elle est l'autorité en matière de sécurité et de défense des systèmes d'information au Togo. Le décret portant création de l'Ancy garantit la cybersécurité avec comme corollaire, la répression de la cybercriminalité. L'Ancy concourt à la définition et à la mise en œuvre de la politique et des orientations stratégiques en matière de cybersécurité. L'Agence est chargée de la sensibilisation des usagers des équipements, des services et installations informatiques, de la prévention des intrusions. Elle assure la coordination et la riposte aux attaques informatiques.

Par ailleurs, l'Ancy instruit les demandes de qualification et qualifie les produits de sécurité et les prestataires de services de confiance pour les besoins de la sécurité des systèmes d'information. Surtout dans des périodes comme la fin d'année et les premiers mois de la nouvelle année. L'Agence nationale de

cybersécurité (Ancy) appelle à une vigilance accrue, signalant une augmentation des activités malveillantes. Selon la direction de l'Agence, durant ces périodes de célébrations et d'achats, les cybercriminels font preuve de créativité pour faire tomber les citoyens dans le panneau. Il faut donc faire attention. Parmi les cas d'escroqueries en ligne à surveiller, il y a le Phishing qui consiste pour les fraudeurs à envoyer des e-mails ou des messages frauduleux, se faisant passer pour des entités légitimes pour obtenir des informations personnelles ou financières.

Il y a l'arnaque aux loteries et aux prix : des offres de gains de prix incroyables sont annoncées, mais avant de les réclamer, les arnaqueurs vous demandent de payer d'abord. La fraude sur les achats en ligne : des sites web malveillants vendent des produits contrefaits ou n'envoient jamais les articles commandés. Des scams amoureux : des escrocs créent de fausses identités en ligne pour établir des relations et extorquer de l'argent. Sans oublier la fraude aux investissements : les promesses de rendements élevés cachent souvent des schémas de Ponzi ou des investissements fictifs. Ne tombez plus dans le piège.

**Attipoe Edem Kodjo**



#### Cyber-sécurité

postes, tout en favorisant l'accès au plus grand nombre à des services de qualité et à des prix abordables. À commencer par la portabilité des numéros mobiles. C'est un service qui permet à un abonné de changer d'opérateur de téléphonie mobile

enclenché en avril 2023 le processus de mise en œuvre technique de la portabilité des numéros mobiles. 95 % des consommateurs qui ont été sondés sont favorables à cela. L'Arcep est en train d'enregistrer des avancées remarquables.

#### Cybersécurité : les pièges à éviter au Togo

Le gouvernement togolais renforce inlassablement la cybersécurité pour faire face aux défis numériques de l'heure. Le pays est proactif dans la protection des données et des infrastructures numériques, face aux



Et pour voir statuer sur ledit appel, j'ai, Huissier susdit et soussigné, à même requête, demeure et élection de domicile que dessus, avons donné assignation au requis ;

D' avoir à comparaître par-devant la cour d'appel de Lomé, séant au palais de renouveau sis à Lomé, quartier Cacavéli, les heures, jour, mois et année qui seront fixés par monsieur le Greffier en chef de ladite cour ;

**POUR**

L'objet de l'appel est de demander à la Cour, tant pour les motifs exposés devant le premier Juge que pour ceux à exposer ultérieurement devant la Cour, de reformer le jugement dont appel ;

**PAR CES MOTIFS**

**EN LA FORME**

Voir recevoir la requérante appelante du jugement sus-énoncée ;

**AU FOND**

Voir mettre à néant le jugement querellé ;

Voir décharger l'appelante des dispositions et condamnations contre elle prononcées par ladite ordonnance ;

Statuant à nouveau et faisant comme le premier juge aurait dû faire ;

S'entendre l'intimé non recevable, en tout cas mal fondé en ses demandes, fins et conclusions ;

Voir l'en débouter ;

S'entendre en outre condamner l'intimé aux entiers dépens, tant en première instance qu'en appel ;

**SOUS TOUTES RESERVES  
A CE QU'IL N'EN IGNORE**

Et je lui ai, étant et parlant comme ci-dessus, remis copie du présent exploit dont le coût est de : \_\_\_\_\_

F CFA ;  
L'HUISSIER

## Législatives et régionales

# L'ensemble des militants d'Unir sur le territoire national est prêt

**Une grande manifestation spontanée des militants de l'Union pour la République (Unir) a eu lieu hier au siège du parti à Lomé. A travers cette mobilisation, ils veulent faire comprendre qu'ils sont prêts pour le double scrutin législatif et régional du 20 avril 2024.**

« Vous avez prouvé que vous êtes des militants convaincus. Vous avez accouru vers le siège dès que le mot d'ordre a été lancé. Cela veut dire que nous sommes prêts. Depuis sa position, même le président du parti sera rassuré, parce que ses militants sont prêts pour la victoire », a déclaré Mémounatou Ibrahima, vice-présidente du parti pour le Grand Lomé, en guise d'accueil des militants. Elle laisse la parole au secrétaire exécutif d'Unir, Atcholi Aklesso, qui dans un premier temps a transmis à la foule, les cordiales salutations du président du parti, président de la République du Togo, Faure Gnassingbé. « J'étais dans mes bureaux, et l'on m'a dit qu'il y a une foule de militants arrivés spontanément pour transmettre leur soutien

et engagement à notre champion, le président de la République », a-t-il fait observer. Les premiers responsables du parti ont déclaré ne pas savoir qu'une foule aussi immense arrivait au siège du parti Unir hier. « À travers cette initiative, vous avez juste voulu nous dire qu'au parti Unir nous sommes prêts. Nous sommes prêts pour le 20 avril, pour la double élection des conseillers régionaux et des députés », a affirmé Atcholi Aklesso. « Soyez sûrs que nous allons transmettre cette manifestation spontanée à notre champion. Je voudrais donc au nom de notre champion et au nom de notre grand parti, vous dire qu'à l'instar de Lomé, l'ensemble des militants sur le territoire national est prêt », a-t-il précisé. Atcholi Aklesso a invité les militants à garder le calme

et la sérénité, et à faire en sorte que ces élections se déroulent dans le calme. « Vous savez que l'autre nom de notre champion, c'est la paix. Son autre nom, c'est la sécurité. Il

et dans les urnes », a-t-il indiqué. Le secrétaire exécutif du d'Unir a demandé aux militants de son parti d'attendre l'ouverture de la campagne le 4 avril 2024 ; et

grâce au président de la République son Excellence monsieur Faure Essozimna Gnassingbé », a poursuivi le haut responsable du parti Unir. Il n'a pas manqué de demander aux militants de



**Mémounatou Ibrahima (au micro) s'adressant à la foule**

nous a toujours dit que la violence est le refuge des faibles, le refuge de ceux qui ont peur. A Unir, nous disons que nous sommes un grand parti, et nous sommes prêts à affronter nos adversaires que nous respectons, dans le calme

à cette occasion, il a promis une grande manifestation du parti aussi bien à Lomé qu'à l'intérieur du pays. « Nous vous demandons d'être prêts à barrer la route à quiconque voudrait perturber la paix dont nous jouissons dans notre pays

respecter les dispositions qui régissent les élections au Togo et de ne rien faire qui puisse donner des prétextes aux adversaires de fuir. « Parce que nous voulons les affronter à la loyale », explique-t-il.

**Edem Dadzie**

## Gaspillage alimentaire

## Ses conséquences entraînent des coûts substantiels pour la nature

**Le rapport 2024 sur l'indice de gaspillage alimentaire du Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue), rédigé par WRAP (une ONG mondiale basée au Royaume-Uni), fournit l'estimation mondiale la plus précise du gaspillage alimentaire à l'échelle des détaillants et des consommateurs. La publication offre des conseils aux pays pour améliorer la collecte de données et présente des bonnes pratiques afin de parvenir à la réduction effective du gaspillage alimentaire après l'avoir évaluée.**

Selon les conclusions du rapport, Les ménages de tous les continents ont gaspillé plus d'un milliard de repas par jour en 2022, alors que 783 millions de personnes étaient touchées par la faim et qu'un tiers de l'humanité était confronté à l'insécurité alimentaire. Le gaspillage alimentaire continue à nuire à l'économie mondiale et à alimenter le changement climatique et la pollution ainsi que la dégradation de la nature.

En 2022, 1,05 milliard de tonnes de déchets alimentaires ont été produits (y compris les parties non comestibles), soit 132 kilogrammes par habitant et près d'un cinquième de tous les aliments disponibles pour les consommateurs. 60%

développement majeur, mais les conséquences de ce gaspillage inutile entraînent des coûts substantiels pour le climat et la nature. Lorsque les pays font de cette question une priorité, il est possible d'inverser la perte et le gaspillage de nourriture de manière significative, de réduire les incidences climatiques, les pertes économiques et d'accélérer les progrès vers les objectifs mondiaux », affirme Inger Andersen, directrice exécutive du Pnue.

Depuis 2021, l'infrastructure de données s'est renforcée grâce à davantage d'études sur le gaspillage alimentaire. À l'échelle mondiale, le nombre de points de données à l'échelle des ménages a presque

européenne disposent d'estimations sur les déchets alimentaires permettant de suivre les progrès réalisés d'ici à 2030. L'Arabie saoudite et le Canada disposent d'estimations adéquates pour les ménages, celles du Brésil sont attendues pour la fin de l'année 2024. Dans ce contexte, le rapport sert de guide pratique aux pays pour mesurer et fournir régulièrement des compte-rendu sur le gaspillage alimentaire.

Les données confirment que le gaspillage alimentaire n'est pas seulement un problème de « pays riches », puisque les niveaux de gaspillage alimentaire moyens observés des ménages des pays à revenus élevés, intermédiaires supérieurs et intermédiaires inférieurs diffèrent de seulement 7 kg par habitant. Dans le même temps, les pays les plus chauds semblent générer davantage de déchets alimentaires par habitant au sein des ménages, ce qui pourrait s'expliquer

l'occupation de l'équivalent de près d'un tiers des terres agricoles de la planète. Le coût des pertes et gaspillages alimentaires pour l'économie mondiale est estimé à environ 1 000 milliards de dollars.

Les zones urbaines devraient particulièrement bénéficier des efforts visant à renforcer la réduction des déchets alimentaires et la circularité. Les zones rurales génèrent généralement moins de gaspillage de nourriture, ce qui s'explique probablement par un usage plus important des restes alimentaires destinés aux animaux domestiques, au bétail et au compostage domestique.

En 2022, seuls 21 pays avaient inclus la réduction des pertes et/ou des déchets alimentaires dans leurs plans nationaux pour le climat (CDN). Le processus de révision des CDN (Contributions déterminées au niveau national) pour 2025 offre une occasion unique de renforcer l'ambition climatique en intégrant les pertes et les déchets alimentaires. Le rapport souligne également l'urgence de s'attaquer au gaspillage alimentaire sur les plans individuel et systémique.

Des bases solides et des mesures régulières sont nécessaires pour que des améliorations soient visibles au fil du temps dans les pays. Grâce à la mise en œuvre de politiques et de partenariats, des pays comme le Japon et le Royaume-Uni montrent qu'un changement à grande échelle est possible, avec des réductions de 31% et de 18% respectivement.

« Compte tenu du coût considérable du gaspillage alimentaire pour l'environnement, la société et les économies mondiales, nous avons besoin de mesures mieux coordonnées à travers les continents et les chaînes d'approvisionnement. Nous soutenons le Pnue dans son appel à ce qu'un plus grand nombre de pays du G20 mesurent le

gaspillage alimentaire et œuvrent en faveur de l'ODD 12.3. Il est essentiel de garantir que les aliments nourrissent l'humanité et ne finissent pas dans les décharges. Les partenariats public-privé sont un outil clé qui donne des résultats aujourd'hui, mais un soutien renforcé est nécessaire. Qu'ils soient philanthropiques, commerciaux ou gouvernementaux, les acteurs doivent se rallier à des programmes qui s'attaquent aux conséquences énormes du gaspillage alimentaire sur la sécurité alimentaire, notre climat et nos portefeuilles », fait observer Harriet Lamb, PDG de WRAP.

Le Pnue continue de suivre les progrès réalisés à l'échelle des pays pour réduire de moitié les déchets alimentaires d'ici à 2030, en mettant de plus en plus l'accent sur des solutions allant au-delà des mesures de réduction. L'une de ces solutions est l'action systémique par le biais de partenariats public-privé (PPP). Il s'agit d'amener le secteur public, le secteur privé et les organisations non gouvernementales à œuvrer ensemble, à identifier les goulets d'étranglement, à élaborer conjointement des solutions et à faire avancer les choses.

Un financement approprié peut permettre aux PPP de réduire les déchets alimentaires de la ferme à la table, de diminuer les émissions de gaz à effet de serre et le stress hydrique, tout en partageant les meilleures pratiques et en encourageant l'innovation en vue d'un changement global à long terme. Les PPP sur les pertes et les déchets alimentaires se développent dans le monde entier, notamment en Australie, en Indonésie, au Mexique, en Afrique du Sud et au Royaume-Uni, où ils ont permis de réduire de plus d'un quart les déchets alimentaires des ménages par habitant entre 2007 et 2018.

**Edem Dadzie**



Ces aliments jetés à la poubelle peuvent encore être consommés

des aliments gaspillés en 2022 l'ont été au niveau des ménages. Les services de restauration sont quant à eux responsables de 28% du gaspillage et le commerce de détail de 12%.

« Le gaspillage alimentaire est une tragédie mondiale. Des millions de personnes souffriront de la faim aujourd'hui, car de la nourriture est gaspillée dans le monde entier. Il s'agit non seulement d'un problème de

doublé. Néanmoins, de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire ne disposent toujours pas de systèmes adéquats pour suivre les progrès réalisés en vue d'atteindre l'objectif de développement durable 12.3, qui consiste à réduire de moitié le gaspillage alimentaire d'ici à 2030, en particulier dans les secteurs de la vente au détail et de la restauration. Seuls quatre pays du G20 (Australie, États-Unis, Japon, Royaume-Uni) ainsi que l'Union

par une plus grande consommation d'aliments frais contenant une grande quantité de parties non comestibles ainsi que par l'absence d'une chaîne du froid solide.

Selon des données récentes, la perte et le gaspillage de nourriture ont généré 8 à 10% des émissions mondiales de Gaz à effet de serre (GES), soit près de cinq fois celles du secteur de l'aviation ainsi qu'une importante perte de biodiversité due à

## RDC/Gouvernement

## Une première femme à la primature en RDC

**Félix Tshisekedi vient de marquer l'histoire. Après plus de trois mois d'attente suite aux élections législatives, le président congolais a nommé Judith Tuluka Suminwa au poste de Première ministre, une première pour une femme en République démocratique du Congo.**

Âgée de 53 ans, l'économiste de formation prend ainsi les rênes du gouvernement, succédant à Jean-Michel Sama Lukonde qui aura dirigé l'exécutif pendant près de trois ans. Diplômée à Bruxelles, Mme Tuluka a forgé son expérience dans la banque et au Pnud avant de rejoindre la sphère politique en tant que membre du cabinet du ministre du Budget.



Judith Tuluka Suminwa

Membre de l'UDPS, le parti présidentiel, Judith Tuluka Suminwa est une proche collaboratrice de Félix Tshisekedi dont elle a rédigé de nombreux discours, saluée pour sa plume avisée. Originaire du Kongo Central, bastion électoral du chef de l'État, elle fait ainsi figure de choix stratégique.

Dans son premier discours, la nouvelle Première ministre s'est alignée sur les priorités présidentielles, promettant de « travailler pour la paix et le développement ». Elle a également évoqué la situation sécuritaire préoccupante dans l'Est, déterminée à « pourchasser » les groupes armés. Sa mission s'annonce ardue avec les immenses

défis économiques et sécuritaires à relever, dans le contexte du dernier mandat de Félix Tshisekedi. Considérée comme une technocrate, Mme Tuluka devra composer avec une coalition hétéroclite incluant les formations de poids comme l'UNC, l'AFDC et le MLC.

Paulina Zidi, analyste politique, voit dans ce choix un triple message adressé aux femmes congolaises, à la région du Kongo Central, mais aussi à l'UDPS qui accède pour la première fois à la fois à la présidence et à la primature. Une nomination historique et un défi de taille pour Judith Tuluka Suminwa.

T.M.

## Gabon/Politique

## Oligui Nguema lance un dialogue national controversé

**Sept mois après le coup d'Etat militaire ayant mis fin à cinquante-cinq ans de « dynastie Bongo », le nouvel homme fort du Gabon, le général Brice Oligui Nguema, lance, mardi 2 avril, un dialogue national inclusif d'un mois, censé préparer des élections en 2025.**

Sur les 580 participants désignés par décret présidentiel, plus de la moitié proviennent des institutions de la transition, favorables au pouvoir militaire.

Le chef de l'Etat a également choisi, pour participer au dialogue, une personne parmi les quatre proposées par chacun des 104 partis légalement reconnus, dont une immense majorité a fait allégeance au général.

Sur 580 participants, restent donc 217 représentants de la société civile (patronat, syndicats, retraités, jeunes, handicapés, ONG, cultes...), tous également nommés par décret du président mais pas forcément tous dans son camp.

L'opposition historique et la société civile dénoncent une organisation unilatérale, où le général contrôle le débat de bout en bout.

Cette procédure de désignation « n'est pas respectueuse de la démocratie », s'insurge Angés Kevin Nzigou, un virulent opposant aux régimes Bongo et Oligui,

secrétaire exécutif du Parti pour le changement (PLC), pour qui le pouvoir militaire « démontre sa volonté de contrôler de bout en bout le débat ». « Organiser un dialogue et choisir qui vient, c'est un peu comme avoir défini ce qui va être dit », renchérit



Gal. Oligui Nguema

Guy Pambo Mihindou, chercheur en sciences politiques à l'université de Libreville. Les modalités de consultation du peuple promise par le général Oligui, au moyen d'un appel à contribution lancé en octobre jusqu'aux villages les plus reculés, sont également critiquées. Les autorités avaient promis d'intégrer les doléances populaires recueillies en octobre

dans les travaux. Mais la synthèse de ces 38.000 contributions n'a jamais été publiée, rendant le processus encore plus opaque selon ses détracteurs.

Principale crainte : ce dialogue « phagocyté » par les pro-Oligui ne remette pas en cause la disposition lui permettant, contrairement aux autres cadres de la transition, de se présenter à la

présidentielle en 2025. Une éventualité dénoncée par l'opposition et les médias indépendants.

Malgré ces vives critiques, le général Oligui Nguema, salué comme un « héros » par de nombreux Gabonais, entend bien mener à son terme ce dialogue national. Un test pour la crédibilité de la transition avant les élections de 2025.

T.M.

## Sénégal/Politique

## Diomaye Faye prête serment comme 5e président du Sénégal

**C'est un vent de changement qui souffle sur le Sénégal. À 44 ans, Bassirou Diomaye Faye est investi ce mardi 2 avril 2024 comme 5e président de la République, après sa victoire éclatante face à Amadou Ba, le 24 mars dernier. Une alternance démocratique saluée de par le monde, dans un pays réputé comme un îlot de stabilité en Afrique de l'Ouest, malgré les tensions des dernières années.**



Bassirou Diomaye Faye

La cérémonie d'investiture a eu lieu dans la nouvelle ville de Diamniadio, en présence de plusieurs chefs d'État africains dont le Nigérian Bola Ahmed Tinubu, représentant la Cédéao. Surnommé «

Diomaye », le nouveau président incarne un renouveau générationnel très attendu. Issu d'un milieu modeste, cet ancien haut fonctionnaire des impôts a bénéficié

du soutien déterminant d'Ousmane Sonko, figure de l'opposition.

Porté par la promesse d'une rupture avec le système en place, Bassirou Diomaye

Faye veut incarner l'alternance. Ce musulman pratiquant, marié et père de 4 enfants, se revendique panafricaniste de gauche et prône un rééquilibrage des partenariats internationaux.

« Le Sénégal restera un allié pour tout partenaire qui s'engagera avec nous dans une coopération vertueuse », a-t-il affirmé, admirateur assumé de Barack Obama et de Nelson Mandela. Il souhaite également œuvrer au retour du Burkina Faso, du Mali et du Niger au sein de la Cédéao.

Mais d'importants défis attendent le nouveau

président, élu sur la vague du « changement ». Il devra en premier lieu nommer un gouvernement compétent alors qu'il ne dispose pas de majorité à l'Assemblée. Puis se pencher sur les chantiers prioritaires : la lutte contre la vie chère, la corruption, l'emploi des jeunes dans un pays où 75% de la population a moins de 35 ans.

Ses projets concrets restent flous, mais les attentes sont immenses de la part d'une population qui a célébré dans la liesse son accession au pouvoir, synonyme d'espoir pour de nombreux Sénégalais.

T.M.

JOYEUSE FÊTE DE

# PÂQUES



A TOUS LES

# CHRETIENS

La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>



OWY